

Clifford lui-même, était membre du gouvernement Laurier qui a conçu l'idée de la « classe ou de l'espèce fabriquées au Canada », idée qui est maintenant rétablie dans son intention première.

Je ne doute pas non plus que mon savant ami et historien de Bonavista-Twillingate va chercher, au cours du présent débat, à désavouer la période 1936-1939. C'est durant ces années que, sous la direction de Charles-A. Dunning, un ancien libre-échangiste militant de la Saskatchewan, et de M. J. Lorimer Ilsley, disciple de Fielding issu de la Nouvelle-Écosse, on a présenté le plus grand nombre d'articles « d'une classe et d'une espèce fabriquées au Canada ». Ce sont les successeurs et disciples de ces anciens et authentiques libéraux qui ont sacrifié petit à petit les avantages que leurs prédécesseurs, meilleurs administrateurs, s'étaient efforcés de gagner par leurs mesures.

Ces propositions ne sont pas dirigées contre qui que ce soit, mais elle sont empreintes d'un esprit d'intérêt national éclairé; d'un intérêt national qui est depuis des années l'objectif que cherche à atteindre notre pays. Je ne suis pas satisfait lorsque je vois l'industrie secondaire du Canada gâtée par suite du sabotage administratif des intentions précises exprimées par le Parlement sous les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé de 1904 à 1950. C'est exactement ce qui s'est produit. Avec leurs allures pharisaïques, nos honorables vis-à-vis diront certainement qu'il s'agit de protectionnisme avancé et répudieront tous les grands libéraux d'hier.

Encore autre chose. Suivant, je crois, l'exemple de l'honorable député de Greenwood (M. Macdonald), mon ami l'honorable député de Kenora-Rainy-River a essayé de trouver un terme qui décrive le budget. L'honorable député s'est évidemment forcé, il a évidemment eu beaucoup de difficulté, on s'en rend compte d'après l'irréalisme de ses descriptions. « Budget de conseil d'administration », s'est-il écrié. C'est ridicule au point de ne mériter aucune réponse, parce que tous les députés savent que les modifications d'impôts sont destinées à donner du travail aux ouvriers maintenant et à bâtir et développer ensuite le Canada pour le bénéfice des Canadiens.

Il ne s'agit pas ici d'un budget de conseil d'administration. C'est un budget de feuille de paie. C'est ainsi que l'honorable représentant aurait dû le décrire. C'est un budget de mise en valeur nationale, un budget qui crée des emplois pour les Canadiens. Bref, c'est un budget authentiquement conservateur-progressiste.

Sous le très honorable représentant de Prince-Albert, premier ministre de Sa Majesté, notre pays a atteint le plus haut niveau

de développement de son histoire, développement si brillamment exposé par le ministre des Finances. Le budget supplémentaire constitue un autre pas dans la voie du progrès: nous ne cessons d'avancer, de monter, de raffermir notre indépendance.

M. McMillan: Monsieur l'Orateur, le député me permet-il une question?

M. l'Orateur: Je regrette d'avoir à aviser le secrétaire parlementaire que son temps de parole est épuisé.

M. Bell (Carleton): Je me serais fait un plaisir d'accepter une question.

(Texte)

M. Jean-Paul Racine (Beauce): Monsieur l'Orateur, mon ami l'honorable secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Bell), qui vient de me précéder, m'a fait penser à un avocat plaidant une mauvaise cause. Aux bons arguments il a substitué l'éloquence, et c'est sur ce point seulement que je le félicite.

Je veux aussi le remercier de la bonne publicité qu'il a faite au ralliement libéral de la semaine dernière. Nous avons eu le plaisir de constater ce fait à la lecture des journaux du pays, mais aux arguments de la presse sont venus s'ajouter ceux de l'honorable secrétaire parlementaire.

Monsieur l'Orateur, j'emploierai mes premiers mots à vous dire que j'appuie sans réserve l'amendement proposé par mon collègue de Kenora-Rainy-River (M. Benidickson). Il semble que sous le régime du présent gouvernement, les problèmes du chômage et des déficits soient inévitables dans la vie canadienne. C'est tellement vrai, que celui-ci n'a pas semblé apporter l'attention méritée à l'estimation et aux prévisions de l'évolution économique du Canada au cours de 1960, puisque les 12 millions de surplus prévus par le ministre des Finances se traduiront, selon la nouvelle estimation du ministre, par un déficit de l'ordre de près de 300 millions.

Dans son exposé budgétaire du 31 mars 1960, le ministre déclarait qu'il croyait à une amélioration hâtive du problème du chômage, et il devra avouer, encore là, qu'il s'était magistralement trompé.

Du côté des socialistes, le député de Burnaby-Coquitlam (M. Regier) prétend que nous avons tort, nous les libéraux, d'appeler l'attention de la population sur les erreurs du ministre des Finances dans ses prédictions de 1960. Il va même jusqu'à admettre que le ministre des Finances puisse s'être trompé ou avoir été mal conseillé.

Le même député déclare que l'exposé des libéraux a consisté en pleurs et en lamentations. Et pourtant, si nous le suivons dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre le 21 décembre, nous constatons qu'il déclare